

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Winterthour, le 13 septembre 2019

Les organes spécialisés des villes des domaines de la politique sociale et de formation réclament des investissements dans l'encouragement précoce

Lors d'un colloque, 25 villes se sont prononcées en faveur d'un développement des mesures d'accueil et d'éducation pour les enfants de moins de quatre ans. Elles ont émis le message selon lequel en Suisse, tous les enfants devraient avoir accès à l'encouragement précoce en fonction de leurs besoins afin d'être bien préparés au jardin d'enfants linguistiquement, socialement et sur le plan moteur. Cela exige un renforcement de la coordination des cantons et de l'implication de la Confédération.

Divers programmes de recherche et études attirent l'attention sur le fait qu'en Suisse, l'accueil des enfants de moins de quatre ans présente des lacunes. Les places de crèche sont pour les parents relativement chères et ne sont pas disponibles dans toutes les régions. Récemment, un rapport de la Commission suisse pour l'UNESCO expliquait qu'il restait fort à faire en matière d'accueil extra-familial et d'encouragement précoce.¹ Les directrices et directeurs des affaires sociales et de l'éducation de nombreuses villes ont débattu aujourd'hui, vendredi 13 septembre, de la situation dans le domaine de l'encouragement précoce lors d'un colloque de l'Initiative des villes pour la formation et de l'Initiative des villes pour la politique sociale. Au cours des 15 dernières années, les villes ont acquis de vastes expériences en matière de mise en place d'offres d'encouragement précoce et sont donc en mesure d'identifier avec précision les besoins d'action urgents. Dans de nombreux cantons, la responsabilité du domaine de l'encouragement précoce incombe principalement aux villes et aux communes.

L'encouragement précoce ne doit pas dépendre d'un hasard géographique

«L'avantage des offres d'encouragement précoce fait consensus», a déclaré Nicolas Galladé, président de l'Initiative des villes pour la politique sociale et directeur des affaires sociales de Winterthour. «Il n'a toutefois pas encore été possible d'établir des standards de mise en œuvre applicables à l'ensemble du territoire suisse, ce qui explique qu'il y ait de grandes différences dans les offres». Des propos complétés par Jürg Altwegg, président de l'Initiative des villes pour la formation, et directeur de l'éducation de la Ville de Winterthour qui souligne que les conditions dans lesquelles un enfant aborde le jardin d'enfants ou, plus tard, commence sa scolarité ne doivent pas dépendre d'un hasard géographique. Selon lui, il est tout particulièrement important pour les connaissances en langues d'amener tous les enfants à un bon niveau de communication avant leur scolarisation en primaire.

Pour que l'encouragement et l'éducation précoces puissent être davantage systématisés en Suisse, il y a besoin d'une coordination renforcée des cantons; ceux-ci doivent se mettre d'accord sur des standards minimaux contraignants. Lors du colloque, les participants ont adopté une résolution qui demande aux conférences cantonales d'élaborer ces standards.

Les grandes villes dépensent aujourd'hui déjà plusieurs dizaines de millions de francs par an dans le domaine de l'encouragement précoce. La poursuite nécessaire de l'extension de ce secteur nécessitera une participation d'autres entités de financement telles que la Confédération, les cantons et l'économie.

¹ <https://www.unesco.ch/fr/neue-publikation-vorschlaege-fuer-eine-politik-der-fruehen-kindheit-in-der-schweiz/>

La résolution peut être consultée à l'adresse:

<https://staedteinitiative.ch/fr/Info/Actuel>

<https://staedteinitiative-bildung.ch/>

Informations complémentaires:

Nicolas Galladé, conseiller municipal de Winterthur et président de l'Initiative des villes pour la politique sociale

Jürg Altwegg, conseiller municipal de Winterthur et président de l'Initiative des villes pour la formation

Demandes de renseignements adressées à Mme Katharina Rüegg, directrice de l'Initiative des villes pour la politique sociale, 13 septembre 2019, 15h20 – 16h00, Tél. 079 212 8378

Informations complémentaires sur l'Initiative des villes pour la politique sociale

L'Initiative des villes pour la politique sociale défend les intérêts de quelque 60 villes de toutes les régions suisses en matière de politique sociale. Elle s'engage en faveur d'un système de sécurité sociale cohérent et d'une bonne coopération entre les villes, la Confédération et les cantons.

L'Initiative des villes pour la politique sociale est une section de l'Union des villes suisses.

Informations complémentaires sur l'initiative des villes pour la formation

L'initiative des villes pour la formation regroupe 25 villes pratiquant des échanges sur des questions spécialisées ayant trait à la formation. En tant que section de l'Union des villes suisses, le groupe de travail a entre autres pour but d'identifier les conditions spécifiques de l'école dans les centres urbains et de les traiter.